

La Décentralisation théâtrale dans la Région Hauts-de-France 1945-2015

Premier volet : les acteurs « historiques » - 1945-1991

Colloque organisé par Pierre Longuenesse, Françoise Heulot-Petit et Pierre Rogez

Laboratoire Textes et Cultures / Praxis et esthétique des arts

EA4028, Université d'Artois

Les mercredi 4 et jeudi 5 décembre 2019

Le mouvement général de la décentralisation théâtrale française est, depuis plusieurs décennies et encore aujourd'hui, largement documenté et analysé par le monde de la recherche (voir Abirached 1992 re-ed. 2005, Denizot 2005, Goetschel 2000, entre autres). À ces recherches s'adossent également nombres d'ouvrages touchant aux questions de démocratie culturelle ou d'éducation populaire (Lepage dir., 2012). Restent pourtant à faire, dans ce paysage critique foisonnant, des études monographiques sur certains territoires, voire sur des structures-clé de cette tranche d'histoire des politiques culturelles.

De ce point de vue, la région Hauts-de-France (anciennement Nord/Pas de Calais d'un côté et Picardie de l'autre) a été à part entière, et peut-être plus que d'autres, partie prenante de ce que l'on appelle souvent – par nostalgie ? – « l'aventure de la décentralisation ». La naissance du CDN du Nord, en 1962, animé par André Reybaz, n'est que la partie la plus visible d'un mouvement qui a irrigué en profondeur le tissu social, professionnel, associatif, de la région, mettant en acte, en une dialectique propre à une époque, la rencontre et le croisement entre des aspirations et des pratiques diverses, artistiques et culturelles, donnant une existence concrète à cette utopie de service public de la culture telle qu'elle fut formulée à la Libération, et mise en place par Jeanne Laurent et ses successeurs.

Puis, à partir des années 1990, la région connaît des mutations radicales. La fermeture des derniers puits de mine, en 1991, est le point d'aboutissement d'un long processus entamé depuis des décennies. À la même période, le paysage culturel change également du tout au tout : émergence du réseau des scènes nationales – 7 Scènes Nationales dans la région, Le Channel/Calais, Culture Commune/Loos en Gohelle, Douai (bientôt Tandem Arras/Douai), Le Bateau-feu/Dunkerque, Le Manège/Maubeuge-Mons, Le Phénix/Valenciennes, La Rose des vents/Villeneuve d'Asq) – création du CDN de Béthune, qui s'ajoute à celui de Lille, ouverture de nouvelles universités dites « de proximité » (Littoral, Artois), émergence de lieux et projets alternatifs (les Maisons Folies, Droit de cité, pour n'en citer que deux des plus importants), d'autres encore. Paradoxalement, il semble que ces années 1990 soient le moment à la fois d'une consécration – celle d'une politique de décentralisation culturelle poursuivie et amplifiée par Jack Lang durant les deux septennats Mitterrand –, et en même temps des premiers signes d'un ébranlement profond des certitudes antérieures, et des tentatives de renouvellement de modèles jugés par certains obsolètes.

Aujourd'hui – à l'heure où les régions changent de noms et de format, et à l'heure, aussi, du libéralisme triomphant (voir le numéro de *Théâtre/Public* n°207, 2013, titré *Théâtre et néo-libéralisme*), – un état des lieux autant qu'un bilan de cette longue période devient plus qu'urgent. Pourtant, il n'existe pas dans cette région de « laboratoire des politiques publiques de la Culture » comme on peut en observer dans d'autres régions. Si des espaces subsistent dans lesquels est préservée une réflexion de fond sur ces politiques – le réseau Artoiscope, par exemple – on constate que le monde de la recherche universitaire régional s'est quant à lui

jusqu'alors peu ou prou désintéressé de cette question. De fait, la mémoire collective se heurte aujourd'hui à des figures dont on ne connaît pas assez ou plus l'histoire : si l'on connaît les noms d'André Reybaz, de Cyril Robichez ou de Ronny Couteure, on serait bien en peine de mesurer exactement la nature et les enjeux de leur travail, des années 1960 aux années 1980 – sans parler de tous ceux qui ont été oubliés. Et quant aux mutations des années 1990, ce n'est que très récemment que des études se sont penchées – à titre d'exemple encore – sur le processus par lequel Jean-Louis Martin-Barbaz est arrivé à Béthune, ou sur celui qui a présidé à l'émergence de Culture Commune : deux événements pourtant marquants, caractéristiques d'une relance des politiques publiques de la culture dans le contexte de la crise du bassin minier.

On poursuivra donc, durant ce-s colloque-s et/ou ces journées, deux objectifs : celui de transmettre une mémoire, d'une part, et celui de lancer des pistes de réflexion et d'évaluation, d'autre part. Il s'agit de faire œuvre de recherche – passant, sans doute, par l'exhumation et l'examen de nombreuses archives ! – sur un passé plus ou moins récent ; de donner la parole aussi à de « grands témoins » de ces choix artistiques et politiques ; et en même temps de contribuer au débat actuel, et d'oser tenter des diagnostics sur les politiques d'aujourd'hui, en observant la manière dont certaines initiatives citoyennes fortes peuvent être actrices d'une démocratisation culturelle.

On posera ainsi deux, ou peut-être trois, directions de travail :

1 – Les acteurs « historiques » de la décentralisation dans la région. Quel réseau a été mis en place, et par quelle tutelle, selon quelle logique politique ? Qui furent-ils ? Peut-on porter un regard fouillé sur le travail du Théâtre du Nord dans les années 50 et 60, ou du Théâtre Populaire des Flandres (Cyril Robichez), ou de la Maison de la Culture d'Amiens ? *Quid* du concours des compagnies d'Arras, clin d'œil lointain aux jeux d'Arras d'une époque ancienne ? Que dire des compagnies telles le théâtre de la Planchette, (Pierre-Etienne Heymann) ou le Carquois (Jacques Labarrière) ? Quels furent les liens des uns et des autres avec les élus, la presse, les associations d'éducation populaire ? Quelles formes prit, précisément, ce travail d'éducation populaire (notamment par les associations que furent Travail et Culture, les ATP, l'association Léo Lagrange, et d'autres) ? Comment fut mise en œuvre cette politique d'accessibilité aux « œuvres capitales de l'humanité » (Malraux) ? Quelle rencontre se fit entre ces œuvres et la ou les culture-s populaire-s régionale-s (minière, côtière, rurale) ?

2 – Les mutations des années 1980 et 90. En aval du constat de la profonde crise économique et sociale qu'a connue la région, on observe que des changements non moins profonds se sont opérés dans la mise en œuvre des politiques publiques de la Culture durant cette période. On prendra pour illustrer cette proposition un exemple anecdotique entre tous, mais qui semble emblématique : la « mise sur la touche » de Cyril Robichez par Jack Lang, au profit de Jean-Louis Martin Barbaz, n'est en effet pas seulement le signe d'une volonté de changement générationnel. Quels acteurs institutionnels et culturels nouveaux se sont donc manifestés à ce moment-là ? Quelle réflexion politique, quels enjeux ont porté l'émergence de projets nouveaux ? À côté du diagnostic porté sur les conséquences de la fermeture des mines, qu'est-ce qui, dans les politiques publiques antérieures, n'existait pas – ou a été jugé caduque – qui a rendu cette émergence nécessaire ? Enfin, quels changements dans les pratiques artistiques elles-mêmes ont présidé à un renouvellement des concepts ou des équilibres dans le travail respectifs des artistes, des tutelles locales ou nationales, des acteurs associatifs ou sociaux ?

3 – Que peut-on dire des évolutions récentes et de la situation actuelle ? Peut-on confronter les réflexions émanant directement des études sur les politiques culturelles, et celles concernant d'autres champs des politiques publiques (l'aménagement du territoire par exemple ?). À l'heure du tout libéral, des baisses de dotation aux collectivités, du désengagement de l'état, que peut-on dire et attendre de pratiques nouvelles - ou renouvelées – telles que l'émergence de projets en milieu rural, ou de projets culturels participatifs ?

Ces trois séries de questions pourront structurer plusieurs événements de recherche successifs, dont la vocation est de constituer autant d'étapes d'une étude « au long cours » sur ces liens entre arts, politique, publics, et éducation populaire, d'hier à aujourd'hui. Une double démarche commune unifie ces différents événements : celle d'éclairer les pratiques présentes par l'analyse de celles d'un passé dont on sent, à tous égards, à la fois l'empreinte et l'absence ; et celle de ne jamais dissocier réflexion sur les formées artistiques et réflexion politique, choix esthétiques et contextes idéologiques, au sens large du terme. Dans cette mesure, cette étude concerne au premier chef les spécialistes d'Arts de la scène et du spectacle vivant, mais s'ouvre naturellement à d'autres disciplines, en particulier la sociologie de la culture, ou les sciences politiques.

Un premier colloque, organisé les mercredi 4 et jeudi 5 décembre 2019 à l'Université d'Artois, sera consacré à la première de ces trois directions de travail : une étude des acteurs régionaux « historiques » de la décentralisation, de 1945 à 1991. D'autres journées – dont le calendrier, en amont ou en aval de ce colloque, sera établi prochainement –, porteront sur la période plus récente, et sur d'autres thématiques associées à cette réflexion générale.

Organisé par le laboratoire Textes et Cultures EA4028,
équipe « Praxis et esthétique des arts » de l'Université d'Artois
Comité d'Organisation :
Françoise Heulot-Petit, Pierre Longuenesse, Pierre Rogez

Les propositions de communication pour ce premier colloque (titre, résumé d'une dizaine de lignes, CV de quelques lignes) sont à envoyer avant le 15 octobre 2018 aux co-organisateurs : Françoise Heulot-Petit (francoise.heulotpetit@gmail.com), Pierre Longuenesse (pierre.longuenesse@wanadoo.fr)

Comité scientifique :

Aude Astier, MCF, Arts du spectacle, université Marc Bloch – Strasbourg
Myriam Bachir, MCF HDR, Sciences Politiques, université de Picardie Jules Verne – Amiens
Serge Chaumier, PR, Expo-muséographie, université d'Artois
Marion Denizot, PR, Arts du spectacle, université de Rennes-II
Françoise Heulot-Petit, MCF, Arts du spectacle université d'Artois, Arras
Pierre Longuenesse, MCF HDR, Arts du spectacle, université d'Artois, Arras
Muriel Plana, PR, Arts du spectacle, université Toulouse II-Jean Jaurès
Frédéric Poulard, MCF, Sociologie, université Lille I

Repères bibliographiques :

- ABIRACHED Robert (dir.), *La décentralisation théâtrale*, Tome 1, « Le premier âge » 1945-1958, Arles, Actes Sud, 1992. Tome 2, « Les années Malraux » 1959-1968, Arles, Actes Sud, 1993. Tome 3, « 1968, Le tournant », Arles, Actes Sud, 1994 (re-ed. 2005). Tome 4, « Le temps des incertitudes » 1969-1981, Arles, Actes Sud, 1995 (ensemble ré-édité en 2005)
- ABIRACHED Robert, *Le Théâtre et le prince*, t. 1 et 2, Arles, Actes Sud, 2005
- DENIZOT Marion, *Jeanne Laurent. Une fondatrice du service public pour la culture. 1946-1952*, préface de Robert Abirached, Comité d'histoire du ministère de la Culture, La Documentation française, 2005
- GIGNOUX Hubert, *Histoire d'une famille théâtrale*, ANRAT / L'Aire théâtrale, 1984
- GOETSCHER Pascale, *Renouveau et décentralisation du théâtre (1945-1981)*, Paris, PUF, 2000
- HAMIDI-KIM Bérénice, *Les Cités du théâtre politique en France depuis 1989*, préface de Luc Boltanski, Lavérune, L'Entretiens, 2013
- LEPAGE Franck (études réunies par), *Education populaire, une utopie d'avenir*, éditions LLL, Cassandre/Hors Champ, 2012
- LONCLE Stéphanie (dir.) *Théâtre / Public*, mars 2013, n° 207 « Théâtre et néo-libéralisme »
- LOYER Emmanuelle, *Le Théâtre citoyen de Jean Vilar. Une utopie d'après-guerre*, Paris, PUF, 1997
- MEYER-PLANTUREUX Chantal, *Théâtre populaire, enjeux politiques*, Bruxelles, Complexe, 2006
- PLANA Muriel, *Théâtre et Politique*, t. 1 et 2, Paris, Orizons, 2014
- Ouvrage collectif, *Théâtre et jeunes spectateurs : pour un nouveau théâtre populaire*, Lyon, *Les Cahiers du soleil debout*, 1976.
- Revue *La scène*, supplément au n° 21, Juin 2001, colloque « Les politiques culturelles pour l'enfance et la jeunesse ».